

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Samedi 26 Mars 1791.

Nouvelle organisation allarmante des cano-  
niers soldés : portrait de Poissonier leur  
chef. — Motifs urgens qu'a la commune  
de les répartir sans délai dans les bataillons.  
Manœuvres des aristocrates et des suppôts  
de l'ancien régime, pour soulever les pro-  
vinces. — Feinte maladie du roi. — Nouvel-  
le conspiration qu'elle servoit à couvrir.

*A l'Ami du peuple.*

Je vous fais passer une lettre de Libourne qui  
démontre combien les ennemis de la révolution sont  
acharnés à souffler dans tous les départemens le feu  
de la guerre civile. La municipalité de Bordeaux  
est tout aussi gangrenée que celle de Paris. L'état-  
major ne vaut guere mieux. Le commandant ne cesse  
de travailler à former un club monarchique. Mais  
le peuple est patriote à la rigé ; s'il prend la mouche,  
c'est l'affaire d'un déjeuner pour envoyer tous ces  
coquins à la lanterne.

Le Sr. Paneville, ci-devant intendant de Bordeaux, tient un conciliabule dans un de ses châteaux près de Jarnac, département de Charente, et un autre dans un château près de Condon. Les amis de la constitution de Périgueux ont dénoncé le Sr. Beaupoll, ci-devant St.-Aulaire, officier des garde-du-corps, pour avoir distribué un faux décret qui renvoye la prestation du serment civique des prêtres à la seconde législature. Un homme qui arrive de Paris dans ce moment nous annonce qu'on a enlevé le roi, si cette nouvelle est vraie, c'en est fait des aristocrates. Je vous dirai que votre journal est goûté ici comme à la Rochelle. On a vendu avant hier une collection de l'Ami du peuple 17 louis.

Signé Soulet.

Bordeaux, ce 4 mars 1791.

*Extrait d'une lettre de la société des amis de la constitution de Livourne à celle de Bordeaux, au sujet de l'arrestation d'un sieur Turenne, se disant ancien curé de St-Sulpice, près Mornac, habitué de la paroisse de Saint-Michel de Bordeaux, aumônier du régiment patriotique de cette paroisse, et distributeur d'écrits atroces.*

Le Sr. Turenne, passant à Castillon, vendit au ci-devant prieur de la Payotte des écrits incendiaires, contre la loi du 27 Novembre : démarche suspecte aux amis de constitution de Castillon, qui en avertirent ceux de Ste.-Foy, où il devoit se rendre le même jour. Dénoncée à la municipalité, elle se transporta à l'auberge du Sr. Turenne, où fut trouvé dans sa chambre un ballot, écrits enfantes par le fanatisme et la perfidie, et dont la publicité ne peut opérer que les effets les plus désastreux. Que de sang n'ont-ils pas fait verser dans le département du Morbihan ! La municipalité de Ste.-Foy redoutant la reproduction de ces scènes sanglantes n'a pu voir dans un colporteur de poison un homme innocent ; elle l'a fait traduire dans nos prisons, et l'accusateur public l'a dénoncé au tribunal du district, qui l'interrogea samedi. Il déclara qu'il préféreroit faire le sacrifice de sa liberté, plutôt que de nommer l'ami qui l'avoit chargé du ballot de ces brochures incen-



dières ; il convint en avoir vendu pour 4 liv. 4 sol au ci-devant prieur de la Fayotte, parce qu'il n'étoit pas assez riche pour les lui donner ; mais que ce n'étoit qu'après qu'il lui eut dit qu'il avoit prêté son serment civique. Jugez de ses scrupules, puisqu'il n'a pas cru devoir satisfaire lui-même à ce devoir de tout bon ecclésiastique. Dès que le bruit de sa défection parvint à Berdeaux, la municipalité de cette ville s'empessa de lui faire passer des attestations favorables ; et le commandant de la garde citoyennes envoya un officier rendre un témoignage avantageux. Qu'on juge de leur patriotisme !

Interrogé de nouveau, lundi dernier, il a avoué tenir ce ballot du Sr. Raynal, vicaire de St.-Michel ; il a avoué que le Sr. Monmiret, curé de ladite paroisse, lui a donné la lettre du Sr. *Champion Cécé*, au président et administrateurs du département ; il a avoué avoir envoyé, il y a environ quinze jours, pour 13 livres 1 sou de ces brochures au curé de St.-Sulpice, près Mornac, son résignataire ; et pour 15 sous au gardien des Recollets de Royan ; il a nié avoir vu d'autres ecclésiastiques dans son voyage de Bordeaux à St.-Foy, que le ci-devant prieur de la Fayotte, et le Sr. Rambaud, prêtre de cette ville ; et nous savons qu'à son arrivée à Ste.-Foy, il alla voir le Sr. abbé de Segur, ci-devant vicaire-général, et le Sr. Segur, ci-devant major en second du régiment de Languedoc, soupçonnés de tenir des conciliabules aristocratiques, et d'être les auteurs d'une insurrection femelle qu'il y a eu à Ste.-Foy, ce qui prouve qu'il est l'agent d'une correspondance entre les ennemis de la tranquillité publique.

Voilà, nos frères et amis, le véritable état de la cause du Sr. Turenne, d'après lequel il est difficile à des amis de la constitution de le trouver innocent. Nous vous ferons part de la suite de 1<sup>re</sup> procédure ; et nous ne cesserons d'être, avec la plus parfaite cordialité.

Signés Lacaze, fils aîné, président ;  
Jn. Fontemoing et Gaston  
Lacaze, secrétaires.

Libourne, ce 23 février 1791.

*Adresse des canoniers de la Bastille et de la Pépinière ; indignement opprimés par leurs chefs ; faisant suite à la dénonciation du numéro 371 de l'Ami du peuple.*

Les canoniers soldés auroient rougi de reconnoître pour leur chef, le Sr. Adrien Poissonnier, soi-disant chev. Desperrières, nommé leur commandant provisoire pour le Sr. Mottié, son digne patron.

Voici de nouvelles preuves de l'infamie de cet escroc flétri bien propres à justifier le refus des canoniers à le reconnoître pour leur chef.

Le 10 octobre 1789, il a subtilisé au Sr. le Grand, maître tourneur, rue St. Antoine, et père de six enfans, pour 14315 liv. de bois qu'il disoit être la provision de la caserne, et qu'il a aussitôt revendu au Sr. Leroi, péruquier au palais-royal, à raison de 17 liv. la voie, c'est-à-dire à 10 hyres de perte. Pour empêcher cet infortuné d'éclairer, il lui donna au bout de quelques jours un acompte de 4314 liv. et il lui fit pour 10000 d'effets, dont l'un de 8000 liv., n'a point été payé à son échéance et dont l'autre de 2000 liv., ne le sera pas non plus.

Parmi les fournisseurs qu'il a escroqués, sont un chapelier et un cordonnier, auxquels il redoit près d'un millier d'écus.

Indignés de pareilles bassesses, les canoniers persistant à ne pas le reconnoître pour leur chef, il leur a fait proposer par le Sr. Breton, du service dans l'étranger : c'étoit pour s'en débarrasser ; mais ils ont rejeté cette proposition si contraire à leur vœu. En conséquence ils se sont adressés, en mars 1790, au district des Cordeliers, pour obtenir leur incorporation aux soixante bataillons de la capitale. Le Sr. Poissonnier informé de cette démarche par Jenton sa créature, fit arrêter le Sr. Jambon et quelques autres qui étoient en détachement à Bicêtre ils furent conduits à l'abbaye Saint-Germain : Le district des Cordeliers envoya des commissaires à l'état-major pour demander leur élargissement, qui fut accordé au bout de huitaine. Poissonnier, humilié de cette condescendance qui



n'étoit même qu'un bien incomplet de justice, fit dire à Jambon, par un canonier, qu'il ne sortiroit de l'abbaye que pour être envoyé aux îles. Ce canonier a dès lors avoué à Jambon qu'il avoit reçu de Poissonnier 12 livres pour l'assassiner : ce dont il n'eut jamais le moindre dessein (1). Le scélérat atroce que ce Poissonnier ! De quels crimes refusera-t-il donc de se couvrir pour perdre la patrie, si pour se débarrasser d'un surveillant, incommode il ne connoissoit que l'assassinat !

Le district des Cordeliers avoit bien demandé l'incorporation des canoniers : la cabale des mouchards de l'état-major rendit vaine cette demande : bien-tôt de nouveaux événements forcerent les canoniers de revenir à la charge. Menacés au commencement de février dernier, d'une nouvelle organisation, et qui pis est d'être réunis aux chasseurs des barrières, ils présentèrent au Sr. Vigné de Curni, chargé de cette organisation, leurs griefs contre les chefs flétris, qu'on s'obstinoit à vouloir leur donner, et ils réitérèrent leurs instances d'être répartis dans les bataillons pour servir les pièces qui y sont attachées. Le Sr. Curni rejetta leurs plaintes, et alla son train.

Ils s'adressèrent de nouveau au district des cordeliers (ou plutôt à la section du théâtre françois dont il fait partie aujourd'hui) pour presser leur répartition. A peine Poissonnier eut-il vent de cette démarche, qu'il frustra de leur paie les plus zélés à faire preuve de civisme, et bientôt il obtint du général que ceux qui refuseroient de se soumettre par écrit à la nouvelle organisation seroient renvoyés avec un congé absolu. Les meilleurs sujets ont donc été renvoyés, et à présent il les fait décrier comme des mutins par les lâches qui se sont

---

(1) Citoyens et soldats que les infâmes contre-révolutionnaires cherchent à corrompre pour vous engager à égorger les patriotes qui sont vos frères, prenez l'argent des scélérats et restez fideles au devoir et à la patrie : rien de mieux que de tromper les fripons.

soumis à un plan funeste qui peut-être consommera bientôt la perte de la liberté.

Les canoniers congédiés, se sont mis sous la sauvegarde de la section du théâtre françois et des autres qui ont manifesté leur vœu pour la répartition des deux compagnies : ils invitent tous les bons citoyens à se réunir pour leur faire rendre justice.

#### *Observations.*

Dès que la section du théâtre françois eut manifesté son vœu sur l'incorporation des canoniers seldés aux bataillons, et qu'elle eut invité les autres sections à y adhérer, le général contre-révolutionnaire, mit tous ses mouchards en campagne pour traverser ce projet; ils courroient Paris du matin au soir, mais malgré les efforts redoublés des gripou et pincemaille leurs affidés, ils ne furent accueillis que dans celle d'Henry IV, du palais royal et de la bibliothèque la plus lépreuse de toutes. Aussi-tôt que celle du Théâtre françois eut l'adhésion de huit autres, elle requit le Sr. Bailly de convoquer la commune pour délibérer sur un point important à la sûreté publique. Que fit le tartuffe, qui est toujours à prêcher le respect aux lois, lorsqu'il s'agit d'endormir le peuple? Il les foula aux pieds sans pudeur, en refusant d'assembler les sections, et cela au mépris du décret formel qui ordonne que sur le vœu de huit sections intime au maire, la commune soit assemblée. Mais les Parisiens sont si sots, si mous, si lâches, qu'ils se retirèrent en bourgonnant, et la queue entre les jambes comme des chiens que l'on fouette : tandis que l'impudent parvenu alla rendre compte de ces coup de collier à son protecteur. » Vive le roi, » M. le marquis, vous avez le tems d'organiser vos » canoniers, et de les plier à vos ordres, je ne » crois pas que les badauds aient envie de retourner de long-tems cette corde ». Le bourreau disoit vrai : la commune hébétée s'est endormie avec les écriviviers : puis l'infâmal Moutié a mis les fers au feu, et à force de manœuvres clandestines, il est parvenu à désunir plusieurs canoniers, à cor-



rompre les plus foibles à prix d'argent, à renvoyer les meilleurs sujets avec des congés absolus, et à organiser le corps comme il l'entendait, en donnant pour chefs des hommes flétris, vrai gibier de potence.

Que feront aujourd'hui les sections ? Aurent-elles le courage d'attaquer le maire et l'administration municipale, de les faire déclarer coupables de forfaiture ou plutôt de les interdire elles-mêmes comme des administrateurs gangrenés et pourris jusqu'aux os ; car les tribunaux (1) presque aussi corrompus, se sont coalisés avec eux ; déjà ils se jouent de la nation, et se vendront au prince pour rétablir le despotisme ? Non assurément ; mais elles perdront le tems à babiller, à batailler et à chamailler au lieu d'agir. Citoyens imbeciles ! apprenez donc enfin à vous connoître ; dépouillez-vous de toute prétention : pénétrez-vous de votre nullité ; croisez vos bras, et ayez le bon esprit de laisser aller la plebe, qui a mille fois plus de bon sens et de droiture que vous : les traîtres sont connus ; en pendant les municipaux jusqu'au dernier, on ne court aucun risque d'attenter aux jours d'un patriote, à peine cette vermine aristocratique vaut-elle la corde pour l'accrocher. En faisant la même fête aux principaux agens du pouvoir exécutif, au club monarchique, aux noirs et archinoirs, aux gangrenés et archigangrenés de l'assemblée nationale (2), et sur-tout à l'état-major parisien, le général à la tête : vous mettrez fin pour toujours aux maux qui vous travaillent depuis si long-tems, aux malheurs dont la patrie est menacée, aux fléaux de la guerre civile, dont la France va devenir le théâtre. Pourquoi, balanceriez-vous encore ? Non contents d'aiguiser leurs poignards pour vous égorger, les monstres les ont fait forger en langue de vipère pour vous arracher les entrailles.

---

(1) C'est ce qu'on a vu dans l'affaire des conspirateurs à poignards.

(2) Prenez la liste des députés qui ont protesté contre le rapport sur la procédure du châtelet ; et vous aurez celle des scélérats dont il faut commencer à faire des pendus.

Vous les épargnez, ces brigands : ils ne vous épargneront pas, eux ; tandis que les peres conscrits vous tiennent à genoux devant leurs funestes décrets, ils conspirent de nouveau avec le monarque : pour vous remettre à la chaîne ou se baigner dans votre sang. Encore quelque jours, et c'en est fait de vous pour l'éternité.

Où m'entraînent mes cruelles alarmes, mes saintes fureurs ! Je voulois vous engager à vous opposer à la nouvelle organisation des canonniers soldés dont le général conspirateur veut faire des bourreaux ; et je vous parle des supplices à infliger à vos tyrans ! Mais non, ce n'est point la divaguer, c'est couper la racine des maux qu'on ne sauroit guérir.

*Avis de la dernière importance.*

Je suis informé par plusieurs personnes, très-sûres, qui approchent journellement le roi, qu'il n'a pas été indisposé une heure depuis le 28 février ; que sa prétendue maladie est une imposture de ses ministres, qu'ont accreditée ses médecins et chirurgiens, tous dans le secret ; qu'elle n'a eu pour objet que d'alarmer les François sur les jours du prince, de le pousser à des actes d'idolatrie, et de donner aux conjurés les facilités de tramer de nouvelles conspirations dans son cabinet ; que le jour où les députés de l'assemblée n'ont pas été reçus, les appartemens étoient remplis des membres du club monarchique, et des courtisans les plus dévoués. Enfin, que le roi paroît content, que jamais sa femme n'a été plus gaie ; que l'on parloit, il y a huit jours, d'un voyage à Compiègne, sans doute, pour faire une fugue à Bruxelles ; et qu'aujourd'hui on parle d'aller à St.-Cloud, d'où il sera presque aussi facile de l'exécuter au moyen des manœuvres du fidele Berthier, commandant de la garde de Versailles.

Je suis pareillement informé par quelques officiers de la garde parisienne des dispositions de l'état-major pour faciliter l'enlèvement du roi ; si le *te deum* que le général fait proposer aux bataillons par ses mouchards a lieu.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'imprimerie de MARAT.